


Annexe 9 : Compte-rendu de la réunion du 18/02/2020 sur les prélèvements AEP

Décembre 2021



	Etude sur la gestion quantitative de la ressource en eau en Bretagne	20/02/2020
	Compte-rendu de la réunion technique AEP du 18 février 2020	Page 1 / 4

Organisation	
Rédacteur	Chloé BALLIHAUT, (CR complété par DREAL)
Responsable de la diffusion	Chloé BALLIHAUT

Participants					
Nom Prénom	Rôle ou société	P	E	A	D
Michèle VALLET	Adjointe cheffe division eau - DREAL	X			X
Olivier NAULEAU	Chargé de mission données eau - DREAL	X			X
Isabelle GRYTTE	Cheffe de service patrimoine naturel - DREAL	X			X
Chloé BALLIHAUT	Nouveau chef de projet - CACG	X			X
Kamal ABANNAR	Chargé de mission agro-économique – CACG	X			X
Joël RIVALLAN	SDAEP 22	X			X
Marina CHARDRONNAY	SMG eau 35	X			X
Olivier ROUSSE	DDTM35	X			X
Nathalie BARRAIS	Conseil départemental 29	X			X
Charlotte BOURGAULT	AELB	X			X
Bruno LEBRETON	DDTM 22	X			X
Frédérique ROGER-BUYS	DDTM 56	X			X
Serge LE DAFNIET	DDTM 29		X		X
Françoise JEHANNO	Eau du Morbihan		X		X
Arnaud LE GAL	Eau du Morbihan		X		X
Aldo PENASSO	EPTB Vilaine		X		X
L. GENEAU	Eau du bassin rennais collectivité		X		X
Sandrine DELEMAZURE	Agglo Lorient		X		X
Thierry PANAGET	ARS		X		X
Anne SERRE	ARS		X		X
Y. CHOUIN	SIAEP Vannes Ouest		X		X
G. LEROUX	GM Vannes Agglo		X		X

P : Présent – E : Excusé – A : Absent – D : Diffusion

Ordre du jour de la réunion
<p>-présentation par le SDAEP 22 des données disponibles dans les Côtes d'Armor</p> <p>- Méthodologie mise en œuvre par la DDTM 22 pour estimer les prélèvements dans ce département</p> <p>- échanges sur les possibilités d'approfondissement des données de prélèvements dans les 3 autres départements : possibilité d'évaluer la part d'eau du réseau destinée aux usages autres que la "consommation humaine" : volet usagers "industriels", volet usagers "agricoles"?</p>

Etude sur la gestion quantitative de la ressource en eau en Bretagne - Compte-rendu de la réunion technique AEP du 18 février 2020

Compte-rendu
Résumé / Conclusion
<p>Une réunion du COTECH sur l'étude de la gestion quantitative de l'eau en Bretagne a eu lieu le 4 février 2020 lors de laquelle des données non affinées ont été présentées.</p> <p>Des questions sont en suspens au niveau des prélèvements pour l'AEP d'où l'objet de cette réunion. Deux points vont notamment être abordés : une présentation de la méthodologie mise en place dans les Côtes d'Armor pour estimer les prélèvements sur leur territoire et une discussion pour voir les données qu'il serait possible de récupérer auprès des syndicats AEP.</p>
<p>Le SDAEP 22 et la DDTM 22 se sont intéressés à l'utilisation de l'eau du réseau public par d'autres usages que le domestique suite à une augmentation importante sur la consommation d'eau non corrélée au nombre d'abonnés ni à l'augmentation de la population. Ils se sont basés sur des données provenant des collectivités (syndicats, communes) pour estimer les prélèvements en eau sur le département pour les différents usages (domestique, irrigation, agricole et industriel) et en fonction de leur provenance (réseau public ou prélèvement privé).</p> <p>La provenance de données présentées dans le camembert en page 11 du diaporama est la suivante :</p> <ul style="list-style-type: none">• Industrie (réseau privé) : Agence de l'eau,• Irrigation : Agence de l'eau + estimation pour les serres en fonction de leur surface sur la base d'une consommation en eau estimée (entre 8 et 10 000 m³/ha/an pour les tomates et entre 5 et 6 000 m³/ha/an pour les fraises)• Abreuvement : calcul de la DDTM 22 en fonction des données DFA et des besoins en eau des animaux• Travail avec le SDAEP 22 sur les profils de consommateurs (via l'analyse des compteurs) pour estimer la part prise sur le réseau public pour chacun de ces usages <p>Un travail sur la saisonnalité des besoins d'élevage est en cours de réflexion avec la chambre d'agriculture et la DREAL pour affiner encore les calculs.</p>
<p>La CACG rappelle que le but de l'étude quantitative de la ressource en eau en Bretagne n'est pas de déterminer l'usage qui est fait par les consommateurs de l'eau prélevée pour l'AEP mais bien de déterminer au mieux tous les prélèvements (et non consommation) en eau réalisés sur le territoire. L'idée est donc de se baser sur les données de la BNPE qui donne les prélèvements pour l'AEP, l'Industrie et l'irrigation et de les affiner en estimant les besoins en abreuvement et en irrigation non déclarée.</p> <p>Il sera en revanche nécessaire d'estimer la part de prélèvements d'eau réalisés pour l'abreuvement et l'irrigation non déclarée sur le réseau public pour ne pas compter ces prélèvements à deux reprises.</p> <p>De plus, il serait également nécessaire de disposer de données au pas de temps mensuel si possible sur les prélèvements et à minima sur la consommation pour pouvoir affiner l'analyse.</p>
<p>Il est également fait remarquer qu'il faut être prudent avec les exports pour qu'ils ne soient pas comptés deux fois (une fois par le syndicat/commune donneur et une autre par le receveur).</p> <p>L'agence fait remarquer qu'il est peu probable que la redevance (qui sert de base à BNPE) soit payée deux fois.</p>
<p>Le CD 29 fait remarquer qu'il sera difficile de disposer de la donnée sur ce département du fait du nombre important de maîtres d'ouvrage (72 différents). Une solution pourrait être de demander directement aux sociétés d'affermage (avec l'accord des syndicats) ou de se concentrer sur les syndicats les plus importants et appliquer les ratios au reste du département également.</p>

V1

<p>Il est fait remarquer qu'un pic de consommation peut être visible quand les agriculteurs basculent sur le réseau public, ce qui pourrait aider à identifier les abonnés concernés.</p> <p>➤ Le SDAEP 22 explique qu'en dehors des années de fortes sécheresses, il observe que les agriculteurs sont soit sur forage soit sur le réseau public mais utilisent rarement les deux</p>
<p>Dans le Morbihan, 3 maîtres d'ouvrages (EDM, Vannes Agglo et Lorient Agglo) pourraient être sélectionnés pour récupérer les données ; ils représentent la très grande majorité du département, ce qui permettrait donc un bon échantillonnage.</p>
<p>L'AELB propose de cibler les zones où une augmentation de la consommation peut avoir lieu et demander les données pour ces zones. Il ne semble pas possible de raisonner uniformément pour tous les départements</p>
<p>Si il s'avérait nécessaire de contacter les sociétés d'affermage, la SAUR semble une bonne porte d'entrée sur l'ensemble du territoire. Suez et Véolia pourraient être intéressants pour les secteurs urbains.</p>
<p>En résumé, <u>une demande va être faite aux syndicats (via les DDTM ou conseils départementaux ou syndicats AEP départementaux) pour obtenir</u> auprès des syndicats AEP de premier niveau, hors grosses ressources avec stockage, :</p> <ul style="list-style-type: none"> - <u>les ratios de consommation d'eau sur le réseau par les différents usages (domestique, industrie, agricole)</u> - <u>une répartition mensuelle des prélèvements annuels (ou consommation si la répartition des prélèvements n'est pas disponible).</u> <p><i>(Post réunion : sur la base du questionnaire joint à ce CR, rédigé par la CACG)</i></p> <p>Si seules les données de consommation sont disponibles, alors le ratio observé sera appliqué ensuite aux données de prélèvements.</p>
<p>La DDTM 22 propose de regarder dans ses données si des ratios apparaissent pour les différents types d'élevage (par exemple 100% sur réseau public pour les ovins mais 50% pour les bovins...).</p>
<p>Il sera rappelé dans la méthodologie de l'étude que l'on ne s'intéresse qu'aux volumes réellement prélevés et non aux volumes autorisés ou aux volumes consommés.</p> <p>Pour la partie prospective en étape 5 de l'étude il sera intéressant de regarder les volumes déjà autorisés (et non les volumes réellement prélevés), ce qui donnera déjà une idée de ce qui pourrait être atteint sans modifier les arrêtés.</p>
<p>Il sera également considéré dans l'étude que les eaux souterraines ont une interconnexion totale avec les eaux superficielles et les volumes prélevés dans les eaux souterraines seront donc pris en compte à 100% et sans décalage dans le temps.</p>
<p>Les bassins versants atypiques, notamment ceux situés en aval d'une retenue servant à la réalimentation, ne seront pas étudiés spécifiquement. Seuls les bassins versant ayant un comportement « naturel » seront étudiés.</p>
<p>Le retour au milieu des eaux prélevées pour l'AEP sera pris en compte via les rejets de STEP urbaines et industrielles. Les données annuelles ont déjà été récupérées auprès de l'agence de l'eau. La demande des données au pas de temps mensuel est en cours de traitement.</p> <p>Les données des STEP industrielles seront également demandées.</p>
<p>Dans la BNPE, il y a pour la Bretagne entre 250 et 300 industries recensées avec une ressource autre que le réseau public. Pour plus de la moitié, le prélèvement est inférieur à 1 l/s et pourra donc être négligé. Pour les industries restantes une analyse plus poussée sera nécessaire pour essayer de déterminer la répartition mensuelle des prélèvements et le taux de retour au milieu</p>

Etude sur la gestion quantitative de la ressource en eau en Bretagne - Compte-rendu de la réunion technique AEP du 18 février 2020

Concernant les prélèvements non déclarés en irrigation, l'AELB fait remarquer que le projet ADRESSAGE du BRGM qui concerne une trentaine de communes de la frange littorale du Nord Bretagne propose des données assez fines sur les prélèvements en irrigation sur ce territoire. AELB propose que ces informations puissent peut-être être étendues au reste du territoire.

La DRAAF sera sollicitée pour fournir des données sur les surfaces et localisation de serres. Le croisement des besoins d'eau des serres et les surfaces permettra d'estimer les besoins en eau d'irrigation.

Le prochain COPIL de l'étude est prévue le mardi 31 mars matin. Le questionnaire pour les syndicats sera transmis par la CACG au plus tard en fin de semaine pour essayer d'obtenir des données de retour pour le 15 mars.

Relevé de décisions		
A faire	Responsable	Echéance
Questionnaire pour les syndicats AEP	CACG	semaine 8
<u>Les DDTM, le CD 29, les syndicats AEP départementaux adressent à la CACG les coordonnées des personnes ressources et syndicats à contacter et les préviennent que CACG l va les contacter directement (cf page 3, 4^e paragraphe de ce CR)</u>	DDTM et conseil départemental 29	semaine 8
Récupérer les données auprès des syndicats	CACG	pour le 15/03 si possible
Regarder si un ratio d'utilisation du réseau public/privé se dégage par type d'élevage	DDTM 22	dès que possible
Récupération des surfaces irriguées auprès de la DRAAF	CACG	dès que possible

V1

